

Affaires courantes

• (1035)

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est): Dans la deuxième pétition, les signataires demandent au gouvernement de ne pas modifier le Code des droits de la personne ou quelque autre mesure législative qui pourrait «laisser supposer que la société approuve les couples de même sexe ou l'homosexualité» et ils s'inquiètent surtout de l'absence d'une définition pour l'expression «orientation sexuelle».

LES DROITS DES FOETUS

M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est): La dernière pétition porte sur la protection de l'enfant à naître. Les pétitionnaires demandent à la Chambre d'agir immédiatement pour étendre à l'enfant à naître la protection accordée aux êtres humains en modifiant le Code criminel en conséquence.

J'aimerais ajouter que je souscris aux trois pétitions.

LE SUICIDE ASSISTÉ

M. Gordon Kirkby (Prince—Albert—Churchill River): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui, au nom de 84 de mes électeurs, une pétition sur le suicide assisté au Canada. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de maintenir les dispositions du Code criminel qui interdisent l'euthanasie au Canada.

L'ÉTHANOL

M. Ivan Grose (Oshawa): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter des pétitions au nom d'habitants du sud de l'Ontario. Cette pétition porte à plus de 10 000 le nombre total de signatures reçues au cours des derniers mois, un incroyable appui à ce programme.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à donner son appui à une industrie nationale de l'éthanol. Vu que mes électeurs sont ceux qui fabriquent les véhicules qui utilisent ce carburant, je crois que cela démontre que le programme reçoit un large appui.

LES DROITS DES FOETUS

M. Pat O'Brien (London—Middlesex): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je suis heureux de déposer une pétition au nom d'Ontariens dont certains sont mes propres électeurs. Les pétitionnaires prient le Parlement d'étendre à l'enfant à naître la protection accordée à l'heure actuelle aux êtres humains.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui à la question n° 36.

[Texte]

Question n° 36—M. Mills (Red Deer):

En ce qui a trait à la mission d'observation des élections en Afrique du Sud le 17 avril 1994, parrainée par le ministère des Affaires étrangères, a) qui y a participé, b) quel en a été le coût par personne et c) quel en a été le coût global?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères): Monsieur le Président, la liste des participants à la Mission canadienne d'observation électorale pour les élections en Afrique du Sud est comme suit:

Mission canadienne d'observation électorale:

L'honorable Christine Stewart, C.P., députée, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique);

M^{me} Maud Debieu, députée
M^{me} Jean Augustine, députée
M. Réginald Bélair, député
M. Ovid Jackson, député
M. Peter Milliken, député
M. Svend Robinson, député

M. Robert McLaren
M^{me} Michèle Falardeau—Ramsey
M^{me} Martha Nelams
M^{me} Christine Murphy

Spécialistes canadiens de l'Afrique du Sud secondant la mission:

M^{me} Carolyn McMaster
M. Grant Hawes
M. Bryan Burton
M. Douglas Fraser
M. Michael Kaduck

Les coûts, ci-après mentionnés, ne représentent que les prévisions budgétaires. Les coûts réels seront calculés dès que tous les participants auront soumis leurs réclamations de voyage et que celles-ci auront été évaluées et vérifiées. Une estimation préliminaire porte à croire que le total des coûts réels sera, dans la majeure partie, moindre que les prévisions budgétaires.

Parlementaires (7 personnes)	92 250 \$
Experts pour l'observation (4 personnes)	56 400 \$
Experts sur l'Afrique du Sud (5 personnes)	77 300 \$

Budget total des coûts de la mission canadienne d'observation électorale en Afrique du Sud	225 950 \$
--	------------

[Traduction]

Le vice-président: On a répondu à la question mentionnée par le secrétaire parlementaire.

* * *

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENT

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, si la question n° 41 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

Le vice-président: Plaît-il à la Chambre que la question n° 41 soit transformée en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.